



## PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service Protection de l'Environnement

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Références : PE/LB

Annecy, le 5 juin 2014

#### **ARRETE n°2014156-0006**

#### **Installations classées pour la protection de l'environnement- Société GAZECHIM à SEYNOD.**

VU le code de l'environnement et notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et les articles R.512-31, R.512-39-1 à R.512-39-5, L.515-8 à L.515-12, R.515-24 à R.515-31,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, et notamment son article 43,

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique,

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines,

VU l'arrêté préfectoral n°1446.71 du 25 juin 1971 autorisant la société DROGUERIE DU LAC (ZANONE PERE ET FILS) à installer et exploiter en zone industrielle de Vovray un dépôt de liquides inflammables,

VU l'arrêté préfectoral n°83.461 du 7 avril 1983 autorisant la société ZANONE PRODUITS CHIMIQUES à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage et distribution de liquides inflammables et de stockage et conditionnement de produits chimiques situées 1, allée des Chevreuils sur la commune de Seynod,

VU l'arrêté préfectoral n°632 du 9 juin 1987 modifiant et complétant les prescriptions de l'arrêté n°83.461 du 7 avril 1983 précité,

VU le récépissé de changement d'exploitant des installations précitées en date du 25 janvier 1993 au bénéfice de la société GAZECHIM FOURNIER,

VU le récépissé de changement d'exploitant des installations précitées et date du 3 mars 1995 au bénéfice de la société GAZECHIM Rhône-Alpes,

VU la lettre du 15 février 1996 de M.VANDEMEULEBROUCK, Président Directeur Général de la société GAZECHIM Rhône-Alpes, au préfet de la Haute Savoie déclarant l'arrêt définitif de l'exploitation de son établissement de Seynod à compter du 30 juin 1996.

VU la lettre du 3 avril 1996 du préfet à Monsieur le Directeur de la société GAZECHIM Rhône-Alpes l'invitant à adresser à ses services le dossier de remise en état du site de son établissement de Seynod tel que prévu au point III de l'article 34.1 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le dossier daté de juillet 1996 rédigé par la société GEOCLEAN pour le compte de la société GAZECHIM Rhône-Alpes intitulé « Etude de l'état des sols, site GAZECHIM à Annecy » donnant les résultats des premières investigations de terrain réalisées dans le cadre de la cessation d'activité de l'établissement précité,

VU le dossier daté d'octobre 1996 rédigé par la société GEOCLEAN pour le compte de la société GAZECHIM Rhône-Alpes intitulé « Etude de l'état des sols, Rapport final phase 2 » donnant les résultats de nouvelles investigations de terrain réalisées sur le site précité,

VU le dossier daté de mai 1999, transmis par courrier du 15 septembre 1999 par la société ATE pour le compte de la société GAZECHIM Rhône-Alpes, intitulé « diagnostic de sol complémentaire et évaluation simplifiée des risques », concluant au classement du site dans la catégorie « à banaliser » au sens du guide méthodologique précité réalisé par le BRGM et le ministère en charge de l'environnement, mais notant la présence dans le sol et les eaux souterraines de solvants chlorés, notamment de trichloréthylène et de perchloroéthylène, à des teneurs supérieures aux valeurs de références et préconisant des travaux de dépollution compte tenu du risque de migration de ces polluants,

VU la lettre de la société FOURNIER, en qualité de propriétaire du site, datée du 12 janvier 2000 transmettant les propositions de travaux élaborées par la société ATE ainsi que les seuils de dépollution acceptés par l'inspecteur des installations classées de la DRIRE par courrier du 15 juin 2000,

VU le rapport daté du 6 février 2002 et transmis le 25 février 2002 par la société ATE pour le compte de la société GAZECHIM Rhône-Alpes intitulé « Rapport de réhabilitation, travaux de réhabilitation » concluant à l'atteinte des seuils de dépollution retenus,

VU la version corrigée du même rapport datée du 15 juillet 2002 et transmise le 29 juillet 2002 par la société ATE pour le compte de la société GAZECHIM Rhône-Alpes intitulé « Rapport de réhabilitation, travaux de réhabilitation » arrivant aux mêmes conclusions,

VU l'évaluation simplifiée des risques relative à l'état du terrain après travaux de dépollution, transmise le 4 juillet 2003 par la société FOURNIER, rédigée par la société SITA Remediation, datée du 29 juin 2003 concluant au classement du site dans la catégorie « à banaliser » au sens du guide méthodologique précité et ne recommandant aucune action particulière,

VU les résultats d'analyses des eaux souterraines du 10 octobre 2002 présentés en réunion le 12 février 2004 et faisant état de concentrations très significatives en chlorure de vinyle, cis-dichloroéthylène, trichloréthylène et perchloroéthylène au niveau de piézomètres situés sur le site;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-943 du 10 mai 2004 prescrivant à la société GAZECHIM Rhône-Alpes, d'une part, la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques sur son ancien site industriel de SEYNOD, conformément au guide méthodologique de juin 2000 précité et, d'autre part, la surveillance des eaux souterraines au droit de ce même site,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport d'étape, EDR – étude environnementale, choix des scénarii » référencé 04.036.A.R.03.1, daté du 25 février 2005,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport intermédiaire - Diagnostic approfondi » référencé 04.036.A.R.02.2, daté du 15 mars 2005,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport final – EDR Evaluation détaillée des risques pour la santé » référencé 04.036.A.R.04.1, daté du 6 avril 2005,

VU la lettre du 30 janvier 2006 de l'inspecteur des installations classées de la DRIRE transmettant à la société GAZECHIM Rhône-Alpes les remarques et observations de la DDASS et de la DRIRE relatives aux rapports précités datés du 25 février 2005, 15 mars 2005 et 6 avril 2005,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport d'étape final – EDR Diagnostic approfondi » référencé 04.036.A.R.02.4, daté du 9 janvier 2008,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Mise à jour du rapport d'étape final – EDR Etude environnementale, choix des scénarii » référencé 04.036.A.R.03.3 daté du 18 janvier 2008,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport final – EDR Evaluation détaillée des risques pour la santé, mise à jour avec les données de 2005 à 2007 » référencée 04.036.A.R.04.3 daté du 25 janvier 2008,

VU la lettre de la société GAZECHIM du 25 mars 2008 transmettant au préfet l'ensemble des documents des 9 janvier 2008, 18 janvier 2008 et 25 janvier 2008 précités et sollicitant l'arrêt du suivi des eaux souterraines et le classement définitif du dossier,

VU l'arrêté préfectoral n°2009.2248 du 12 août 2009 prescrivant des compléments aux études transmises par courrier du 25 mars 2008 précité et modifiant les modalités de surveillance des eaux souterraines prescrites par arrêté du 10 mai 2004 précité,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Diagnostic environnemental complémentaire » référencé 04.036.A.R.19.1, daté du 17 juin 2010 et transmis par courrier du 12 juillet 2010,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport Final, Diagnostic approfondi – Evaluation quantitative des risques sanitaires » référencé 04.036.A.R.23.1, daté du 7 avril 2011 et transmis par courrier du 28 avril 2011,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Rapport de suivi gaz n° 1 – Contrôle de la qualité de l'air à l'intérieur du local de bureaux – Evaluation quantitative des risques sanitaires – 2 avril 2012 » référencé 04.036.A.R.28.1, daté du 27 avril 2012,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Implantation de piézaires et Analyses des Risques Résiduels pour un usage de type commercial – Juin 2012 » référencé 04.36.A.R.29.1, daté du 29 juin 2012,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Compléments d'informations suite aux remarques de la DREAL – courrier de 06 février 2012 » référencé 04.036.A.R.30.1, daté du 30 juin 2012,

VU le courrier du 13 juillet 2012 par lequel la société GAZECHIM a transmis les rapports des 27 avril 2012, 29 juin 2012 et 30 juin 2012 précités,

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 30 janvier 2014 portant sur les rapports de la société AMDE précités référencés 04.036.A.R.23.1 du 7 avril 2011, 04.036.A.R.28.1 du 27 avril 2012, 04.36.A.R.29.1 du 29 juin 2012 et 04.036.A.R.30.1 du 30 juin 2012 ainsi que sur le rapport récapitulant les résultats des analyses d'eaux souterraines sur le site jusqu'en octobre 2013,

VU les rapports de la société AMDE intitulés « Rapport de suivi n° 28 – octobre 2013 – Surveillance des eaux souterraines » référencé 04.036.A.R.36.1 et « Rapport de suivi n° 29 – décembre 2013 – Surveillance des eaux souterraines » référencé 04.036.A.R.37.1, récapitulant les résultats des analyses des eaux souterraines depuis mai 2004 et transmis par courrier du 24 février 2014,

VU le rapport de la société AMDE intitulé « Bilan quadriennal, janvier 2014 » référencé 04.036.A.R.38.2, daté du 29 janvier 2014 et transmis par courrier du 24 février 2014,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 mars 2014,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé lors de sa séance du 24 avril 2014,

**CONSIDERANT** qu'au vu des résultats synthétisés dans les rapports précités de la société AMDE intitulés « Rapport de suivi n° 28 – octobre 2013 – Surveillance des eaux souterraines » et « Rapport de suivi n° 29 – décembre 2013 – Surveillance des eaux souterraines », il convient de poursuivre pendant une durée de quatre ans supplémentaire la surveillance des eaux souterraines au droit et à l'aval hydraulique de l'ancien site de SEYNOD de la société GAZECHIM afin d'avoir une meilleure connaissance de l'évolution de leur qualité sur le long terme et, le cas échéant, de pouvoir préciser l'impact des pollutions résiduelles par d'autres analyses, notamment d'air du sol et de prendre des mesures adaptées pour protéger l'aval hydraulique,

**CONSIDERANT** qu'il convient de restreindre les usages des eaux souterraines impactées par les activités de l'ancien établissement de SEYNOD de la société GAZECHIM afin qu'ils soient compatibles avec l'état de pollution résiduelle du milieu,

**CONSIDERANT** qu'il convient de restreindre les occupations des terrains impactés par les activités de l'ancien établissement de SEYNOD de la société GAZECHIM afin de garantir la pérennité des hypothèses prises en compte dans les calculs sanitaires réalisés dans le cadre des évaluations quantitatives des risques sanitaires,

**CONSIDERANT** qu'il convient que ces restrictions d'usage prennent la forme de servitudes d'utilité publique tel que prévu aux articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'Environnement.

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

## ARRETE

### Article 1 – Objet

La société GAZECHIM Rhône-Alpes, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 15, rue Henri Brisson BP 405, 34504 BÉZIERS cedex, est tenue de se conformer au présent arrêté relatif à son ancien établissement situé 1, Allée des Chevreuils sur la commune de SEYNOD.

Les prescriptions portent, d'une part, sur la surveillance des eaux souterraines et le cas échéant d'autres milieux potentiellement affectés et, d'autre part, sur la mise en place de servitudes d'utilité publiques, au droit et à proximité de l'ancien établissement précité.

### Article 2 – Surveillance des milieux

Les dispositions des articles 2.1 à 2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2009 précité sont abrogées.

#### Article 2.1 – Réseau piézométrique

Les forages PZ1, PZ2, PZ3, PZA situés sur le plan en **annexe 1** seront utilisés pour prélever des échantillons d'eaux souterraines dans le cadre de leur surveillance.

#### Article 2.2 – Conception du réseau de forages

Les forages précités seront réalisés dans les règles de l'art, conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999. Si certains d'entre eux n'étaient pas conformes à ce référentiel, l'exploitant devrait évaluer l'impact des écarts sur les résultats d'analyses ou, en cas d'impossibilité, refaire de nouveaux ouvrages de prélèvement à proximité immédiate des anciens.

#### Article 2.3 – Modalités de prélèvement

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

#### Article 2.4 – Nature et fréquence des analyses

Les concentrations des substances suivantes dans les eaux souterraines seront déterminées conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur avec une fréquence semestrielle :

- |                         |                          |
|-------------------------|--------------------------|
| - Chlorure de vinyle    | - Trans Dichloroéthylène |
| - 1,1 Dichloroéthane    | - Tetrachlorométhane     |
| - 1,1,1 Trichloroéthane | - Trichloroéthylène      |
| - 1,1 Dichloroéthylène  | - Tétrachloroéthylène    |
| - Cis Dichloroéthylène  |                          |

Une mesure du niveau piézométrique sera réalisée au niveau de chaque ouvrage lors de chaque prélèvement.



#### Article 2.5 – Transmission des résultats

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'inspecteur de l'environnement au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution de la situation. Les calculs d'incertitudes (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec les résultats des mesures.

Les résultats d'analyses d'eaux souterraines seront systématiquement comparés aux concentrations maximales admissibles (CMA) pour les eaux souterraines précisées en **annexe 2**.

Si la concentration d'un polluant dans les eaux souterraines dépassait la moitié de la CMA correspondante, l'exploitant devrait faire réaliser une campagne d'analyses de l'air du sol au moyen des piézaires PA1 et PA2 situés sur le plan en **annexe 1**. Les résultats des analyses devraient être transmis dans les mêmes conditions et sous les mêmes délais que pour les eaux souterraines.

Les résultats seront systématiquement comparés aux CMA pour l'air du sol précisées en **annexe 2**. L'exploitant transmettra, en même temps que les résultats d'analyses de l'air du sol ses conclusions sur la pollution du site et, le cas échéant, ses propositions d'action.

#### Article 2.5 – Evolution des modalités de surveillance

Le réseau piézométrique ainsi que la liste des paramètres faisant l'objet de la surveillance pourront évoluer après l'accord ou sur demande de l'inspecteur de l'environnement. En outre, il pourra, au vu des résultats de la surveillance des eaux souterraines et de l'air du sol, demander la réalisation d'analyses complémentaires.

#### Article 2.6 – Durée de la surveillance et délais

La surveillance sera effectuée pendant une durée de quatre années à compter de la notification du présent arrêté. A l'issue de cette période l'exploitant transmettra au préfet, avec copie à l'inspecteur de l'environnement, ses propositions sur la nécessité éventuelle de poursuivre la surveillance des eaux souterraines ainsi que, le cas échéant, sur les modalités de ce suivi.

L'exploitant fera réaliser la première campagne d'analyses des eaux souterraines dans le cadre de l'application du présent arrêté avant le 30 juin 2014.

#### Article 3 – Restrictions d'usage

Un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilités publique, tel prévu aux articles L.515-8 à L.515-12 et R515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, sera transmis au préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les servitudes sollicitées viseront à garantir la pérennité des hypothèses prises en compte dans les évaluations quantitatives des risques sanitaires (absence d'utilisation des eaux souterraines, occupation du site par des activités professionnelles...).

#### Article 4 – Frais

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 5 – Notification

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble:

- par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui aura été notifiée.
- par les tiers dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

#### Article 6 – Affichage

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de SEYNOD pendant une durée minimale d'un mois.

#### Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, et dont une ampliation sera transmise au maire de SEYNOD.



Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

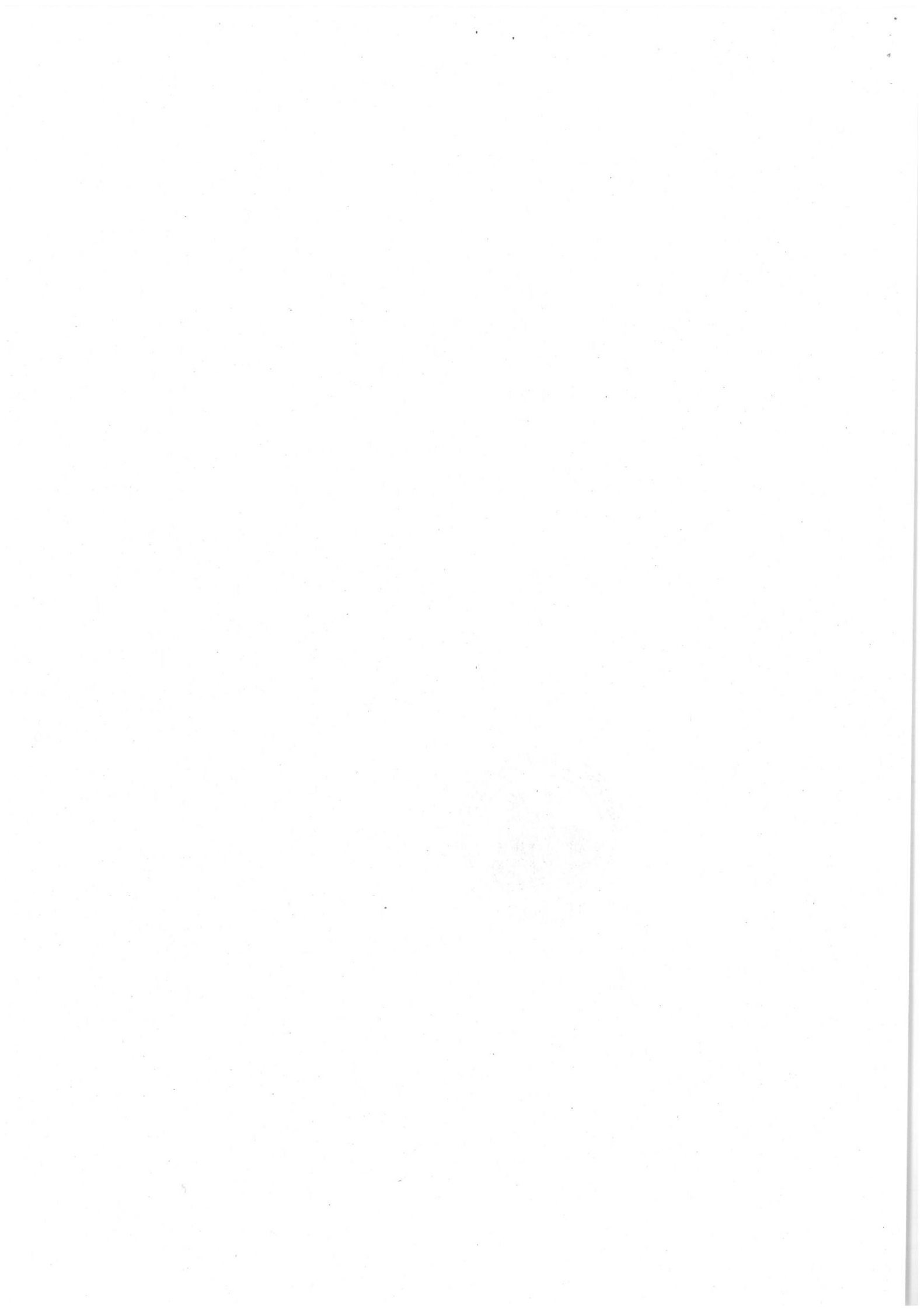
*signé*

Christophe NOËL du PAYRAT

#### **POUR AMPLIATION**

La chef de service

Michèle ASSOUS

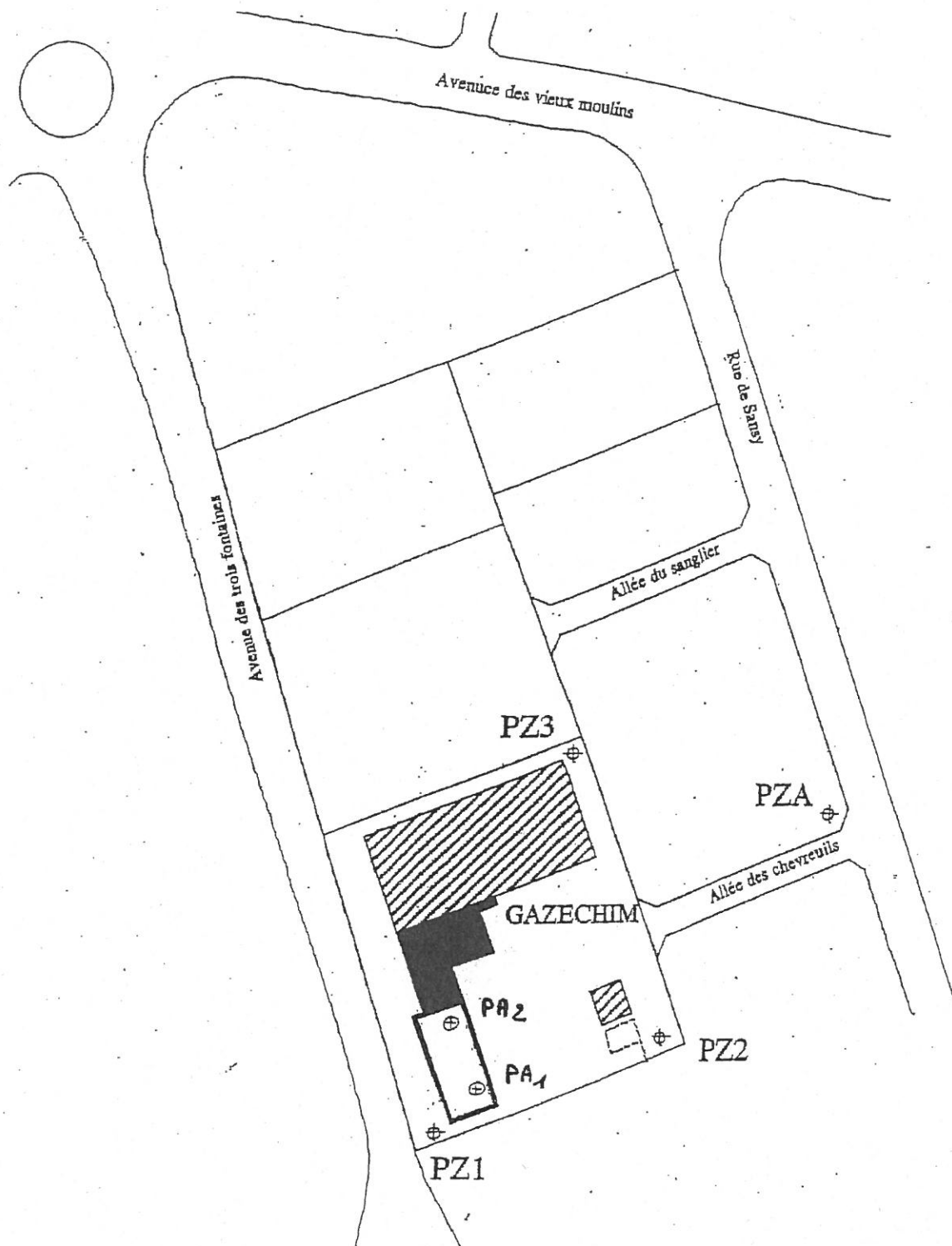


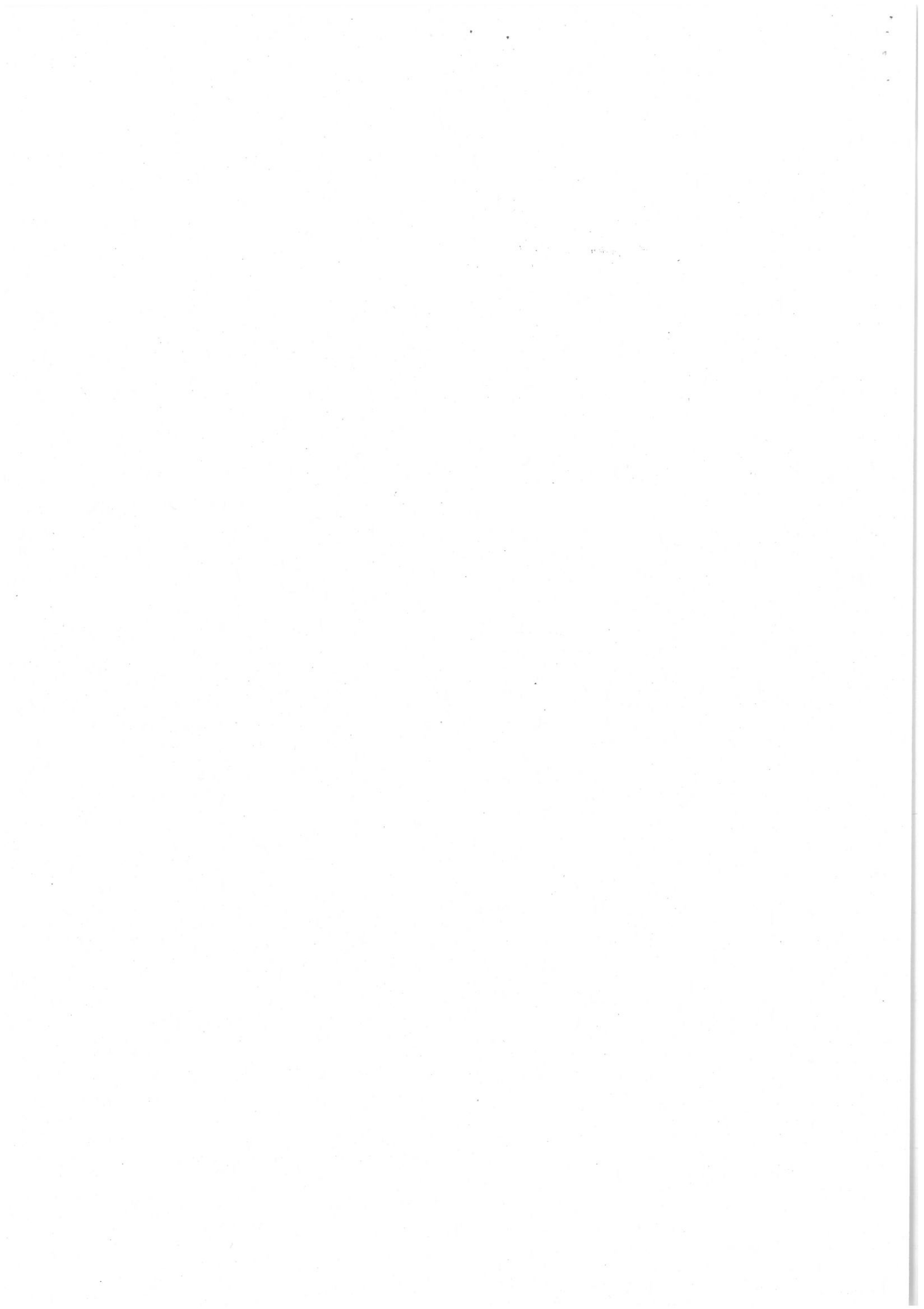


ANNEXE I

à l'arrêté préfectoral n° 2014 156-0006

du 6 juin 2014





## ANNEXE II

à l'arrêté préfectoral n°2014156-0006

du 5 juin 2014

### *CMA dans les eaux souterraines pour le scénario inhalation air intérieur, hors site*

|                            |             |
|----------------------------|-------------|
| - Chlorure de vinyle :     | 50 µg/l     |
| - 1,1 Dichloroéthane :     | 1810 µg/l   |
| - 1,1,1 Trichloroéthane :  | 275000 µg/l |
| - 1,1 Dichloroéthylène :   | 6100 µg/l   |
| - Cis Dichloroéthylène :   | 7000 µg/l   |
| - Trans Dichloroéthylène : | 5900 µg/l   |
| - Tetrachlorométhane :     | 90µg/l      |
| - Trichloroéthylène :      | 199 µg/l    |
| - Tétrachloroéthylène :    | 2490 µg/l   |

### *CMA dans l'air du sol pour le scénario inhalation air intérieur, sur site*

|                            |                          |
|----------------------------|--------------------------|
| - Chlorure de vinyle :     | 13,2 mg/m <sup>3</sup>   |
| - 1,1 Dichloroéthane :     | 79,2 mg/m <sup>3</sup>   |
| - 1,1,1 Trichloroéthane :  | 355000 mg/m <sup>3</sup> |
| - 1,1 Dichloroéthylène :   | 1300 mg/m <sup>3</sup>   |
| - Cis Dichloroéthylène :   | 216 mg/m <sup>3</sup>    |
| - Trans Dichloroéthylène : | 440 mg/m <sup>3</sup>    |
| - Tetrachlorométhane :     | 20,8 mg/m <sup>3</sup>   |
| - Trichloroéthylène :      | 14,2 mg/m <sup>3</sup>   |
| - Tétrachloroéthylène :    | 29 mg/m <sup>3</sup>     |

